

M. Aiken: Il m'importe peu d'en perdre un ou deux. J'espère que le député de Bruce (M. Whicher) ne s'est pas identifié. Les partisans du gouvernement disent: «Voyez, nous avons raison dans tout ce que nous avons fait; regardez les résultats du sondage; nous sommes au diapason de l'opinion publique; le premier ministre est un grand homme d'État». Je tiens à faire remarquer que c'est le gouvernement qui a créé le sentiment populaire et que si le sondage d'opinion en question traduit bien ce sentiment populaire, notre pays se trouve vraiment dans une situation difficile. A mon sens, loin d'être un grand homme d'État, le premier ministre a créé un état d'esprit dont nous ne pourrions nous remettre qu'au bout de longues années. Que souhaitent les Canadiens, à présent que l'on a encouragé leurs instincts les plus bas? Ils souhaitent que les étudiants activistes, les hippies, les militants syndicaux, les communistes, les membres des groupements prônant la libération de la femme soient arrêtés et muselés; ils souhaitent que la presse soit censurée et que la peine de mort soit rétablie pour toute une kyrielle de nouveaux crimes, et Dieu seul sait quoi encore!

Une voix: C'est du Jack Horner!

M. Aiken: Y a-t-il là de quoi remplir de fierté un gouvernement libéral? Je suis un conservateur, et j'estime que cette situation est tragique. On avancera peut-être que c'est le FLQ et non le gouvernement qui est à l'origine de tout cela. Je m'inscris en faux contre une telle assertion. Les éléments nécessaires étaient en place. De plus en plus, on enregistrait des réactions contre l'insouciance du gouvernement face à l'admission au Canada de personnes ayant un casier judiciaire et contre son incapacité de faire appliquer la loi. Il y a eu un échange de vues tout à l'heure—il était antiréglementaire—sur les événements se rattachant au FLQ depuis 1963. La préoccupation du gouvernement n'était pas particulièrement manifeste durant ces sept ans et nous ne pouvons pas affirmer qu'il n'y a eu aucun acte de violence. Le député qui a précédé le dernier député a tenté de prouver que le FLQ avait eu recours à la violence depuis sept ans. Je prétends que c'est la réaction du gouvernement dictée par la panique et par la crainte à la suite de la situation à Montréal qui a provoqué les difficultés auxquelles nous faisons face actuellement. Nous étudions actuellement un projet de loi qui ne devrait jamais être mis en vigueur dans un pays libre même en temps de guerre, une mesure en vertu de laquelle les gens n'ont pas le droit d'être entendus ou représentés ni de faire examiner leur cause ou d'interjeter appel contre la façon d'agir de la police.

Même si la loi sur les mesures de guerre était le seul moyen permettant à la police de Montréal de poursuivre les auteurs de l'enlèvement de MM. Cross et Laporte, même s'il était nécessaire de la proclamer, le gouvernement aurait dû chercher à abroger cette loi extraordinaire aussi rapidement que possible et à prendre des mesures afin que la situation redevienne normale. Même s'il faut adopter le bill à l'étude—et on entretient des doutes à ce sujet—certes il faut viser à adopter une loi qui se rapproche le plus possible de la normalité. Laisser la mesure dans sa forme actuelle ne fait qu'annoncer à la

[M. Aiken.]

face du monde qu'il y a encore au pays un état d'insurrection appréhendée. C'est là que le gouvernement fait fausse route.

Comme bien d'autres députés, je me sens pris au piège et obligé de voter en faveur de la loi sur les mesures de guerre et du bill à l'étude, parce qu'il faut certes continuer de surveiller la situation explosive qui existe à Montréal. Il le faut. Mais je blâme le gouvernement de son attitude dans des centaines de cas accessoires—des déclarations comme celles du ministre de l'Expansion économique régionale (M. Marchand) voulant que des milliers d'éléments subversifs aient infiltré la fonction publique et qu'un grand nombre d'entre eux y occupent des postes très élevés au gouvernement. Maintes autres choses ont été dites et faites en vue de grossir une situation aux fins de justifier l'action du gouvernement.

A mon avis, il aurait été préférable, selon les sains principes de gouvernement, d'apaiser la situation en donnant au monde l'image d'un Canada maître chez lui et qui sait ce qu'il fait. Je pense que le gouvernement a maintenu l'état d'urgence soit pour justifier sa réaction première soit parce qu'il est persuadé qu'un danger subsiste.

Monsieur l'Orateur, il y a toujours danger. On ne connaît aucun moyen d'empêcher le meurtre ou l'assassinat. Tout au plus peut-on ôter aux terroristes la volonté de passer aux actes tout en gardant une certaine prudence. S'y est-on efforcé au Canada ces dernières semaines? Je dis que non. Le nombre de déséquilibrés, d'obsédés sexuels et de meurtriers en puissance qui courent les rues dépasse de beaucoup celui des révolutionnaires qui se cachent ou qui sont en prison. Nous risquons tous d'avoir à faire à un de ces détraqués. Ils sont légion. Il se comment en moyenne un meurtre par jour au Canada—les statistiques indiquent une moyenne de 364 meurtres reconnus chaque année—bien que les coupables ne soient pas tous condamnés. Il y a, en moyenne, un enlèvement par semaine, près de 67 accusations d'enlèvement sont portées chaque année et les condamnations se font au rythme d'à peu près une par semaine. Donc, il y a un meurtre par jour, un enlèvement par semaine.

Le cas de M. Cross demande une considération spéciale. Nous pleurons M. Laporte. Nous ne savons pas encore ce qu'il lui est arrivé. Nous espérons l'apprendre un jour. Mais, compte tenu de tous ces faits, sachons voir les choses sous leur vrai jour. Deux membres de la GRC sont tués en Saskatchewan dans l'exercice de leurs fonctions. Cela ne doit-il pas préoccuper tout autant les Canadiens? Nous jouirons de la liberté dans nos rues lorsque la paix et l'ordre régneront, mais nous ne l'aurons pas tant que seront maintenues les mesures de répression. La loi et l'ordre, c'est autre chose, et bien des gens l'oublient aujourd'hui. Je le dis sans détours, tous ceux qui pensent que la paix et l'ordre existent en ce moment se trompent. Au contraire, nous avons la répression. La paix et l'ordre, c'est le respect de la loi et le maintien de ce respect.

● (4.50 p.m.)

Enfin, puis-je dire que le but de ce bill n'est pas de maintenir ou de restaurer la paix et l'ordre au Canada. Qui vise-t-il? Certes pas les 300 personnes déjà arrêtées